

DELIBERATION N° 97/09 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION RELATIVE A LA SITUATION  
ECONOMIQUE INSULAIRE

SEANCE DU 3 FEVRIER 1997

L'An mil neuf cent quatre vingt dix sept, et le trois février, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Nicolas ALFONSI, Premier Vice-Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Jean-Marc BALESI, Dominique BIANCHI, Dominique BUCCHINI, Pierre-Jean CASTA, Joseph-Antoine CHIARELLI, Jean-Charles COLONNA, Paul COMBETTE, Jules-Laurent FERRANDI, Jacques FIESCHI, Alexandre GABRIELLI, Antoine GAMBINI, Jean JALPI, Norbert LAREDO, Paul-Antoine LUCIANI, Pierre-Jean LUCIANI, Toussaint LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Marie-Paule MANCINI-NERI, Emile MOCCHI, Michel MORETTI, François MOSCONI, Paul PERFETTINI, Pierre-Timothée PIERI, Pierre POGGIOLI, Paul-Donat POLI, Paul QUASTANA, Simon-Jean RAFFALLI, Paul SCARBONCHI, Joseph SISTI, Jean-François STEFANI, Jean-Guy TALAMONI, Michel VALENTINI, Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI.

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme Marie-Josée BELLAGAMBA à M. Dominique BIANCHI  
M. Eugène BERTUCCI à M. Simon-Jean RAFFALLI  
M. Jean BIANCUCCI à M. Norbert LAREDO  
M. Pierre-Philippe CECCALDI à M. Pierre-Jean CASTA  
M. Edouard CUTTOLI à M. Jean-Marc BALESI  
M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT à M. Pierre-Jean LUCIANI  
M. Ours-Ange-Pierre GRIMALDI à M. Pierre-Timothée PIERI  
M. Jean-Baptiste LANTIERI à M. François MOSCONI  
M. Félix LUCIANI à M. Toussaint LUCIANI  
M. Jules-Paul NATALI à Mme Marie-Paule MANCINI-NERI  
M. Jean-Paul de ROCCA SERRA à M. Jean-Charles COLONNA  
M. Alphonse TAMBURINI à M. Paul-Antoine LUCIANI

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Louis ALBERTINI, Henri ANTONA.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** la loi n° 82/213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83/663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi n° 83/8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86/16 du 6 Janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86/972 du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 91/428 du 13 Mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** le règlement intérieur de l'Assemblée de Corse, visé en son article 57,
- VU** la motion déposée par les groupes "Union Républicaine Pour la Corse", "Rassemblement Libéral de Progrès" et "Corse Nouvelle",

**APRES EN AVOIR DELIBERE**      **REÇU LE**

**12.FEV 1997**

**ARTICLE PREMIER :**

**PREFECTURE DE CORSE**

**ADOpte** la motion, dont la teneur suit :

**"CONSIDERANT** qu'existe depuis plusieurs années un contexte très défavorable pour l'ensemble des activités économiques,

**CONSIDERANT** que nombre d'entreprises se trouvent dans une situation dramatique et sont menacées de disparition à très court terme,

**CONSIDERANT** que la mise en oeuvre des mesures gouvernementales ne peut avoir qu'un effet progressif pour l'amélioration de la situation financière des entreprises.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**DEMANDE** au gouvernement de prendre au plus tôt des mesures conservatoires de sauvegarde propres à assurer un apaisement du climat social et donnant aux entreprises le délai nécessaire à leur rétablissement financier.

**DEMANDE**, dans ce cadre, la mise en place d'une commission bipartite Etat-Assemblée de Corse, pour aborder et faciliter le règlement de ce problème,

**DECIDE** de mettre en oeuvre une large consultation associant les institutionnels qualifiés pour élaborer dans les meilleurs délais un plan de sauvegarde et de relance de l'économie insulaire."

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 3 février 1997

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Pour copie certifiée conforme à l'original,  
Pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation,  
L'Administrateur Général des Assemblées

REÇU LE

12.FEV.1997

PREFECTURE DE CORSE

José COLOMBANI

Jean-Paul de ROCCA SERRA